

Une nouvelle approche du problème du désarmement

* * *

★

Le désarmement est un rêve de juristes. Les sociologues le considèrent comme dangereux car désarmer reviendrait à se soumettre à l'hégémonie de la multitude. Les diplomates pensent que les armes nucléaires rendent la guerre impossible et qu'en les supprimant on restituerait « leur force nocive aux armes dites conventionnelles auxquelles nous devons l'horreur des guerres passées » (1). Tout se passe comme si chacun était convaincu de la parfaite inutilité du désarmement. Et pourtant les conférences sur le désarmement se multiplient. Quand dans l'une d'elles les pourparlers sont interrompus la « guerre froide » s'intensifie. Alors chacun se demande avec angoisse si elle ne constitue pas déjà le prélude de la troisième guerre mondiale.

Comme les hommes n'ont jusqu'à présent trouvé aucune autre formule pour conjurer la guerre, des deux côtés du rideau de fer on se prétend attaché à l'idéal du désarmement [ce qui n'est pas le cas des Chinois (2)]. Mais dès qu'on essaye de s'entendre le désaccord éclate. Il faut donc essayer d'approcher le problème sous un angle nouveau pour éviter un nouvel échec : tel est l'objet de cette étude.

*
**

Il y a plusieurs espèces de désarmement.

En premier lieu : le « *diktat* ». Le vainqueur veut se prémunir contre un retour offensif de son adversaire et pour cela il lui enlève ses armes : c'est le *désarmement imposé*. Il est essentiellement précaire.

Le *désarmement conventionnel*, par contre, est plus solide parce qu'il trouve ses fondements (comme l'échange ou la vente) dans la compensation sociale. Il s'agit d'un contrat qui dure aussi

longtemps qu'il donne satisfaction aux parties en présence.

Certains auteurs, comme Emery Reves, par exemple, ont envisagé une forme de désarmement particulière. Ils soutiennent qu'en créant l'*Etat mondial* il n'y aura plus des Etats souverains mais un *seul*. Comme il n'y a de guerre qu'entre états souverains, la guerre serait impossible. S'il existait une *autorité unique* pour le monde entier il ne faudrait plus des armées car des forces de police suffiraient et le gaspillage provoqué par la course aux armements pourrait être arrêté.

Enfin, d'autres auteurs comme le professeur Gaston Bouthoul, défendent la thèse selon laquelle les armes ne sont que les instruments inoffensifs et non les moteurs de l'agressivité. Un canon à tir rapide ou une bombe thermonucléaire ne sont dangereux que si des hommes s'en servent. Par conséquent il ne faut pas s'en prendre aux armes mais aux causes profondes qui poussent les hommes à les utiliser. En d'autres termes, il faut remonter aux racines de l'agressivité des groupements humains et essayer de les extirper au lieu de s'en prendre aux armes qui ne sont que des moyens au service de l'agressivité. Jusqu'à présent on s'est toujours attaqué aux symptômes de cette maladie sociale qu'est la guerre et jamais à la maladie elle-même parce qu'en réalité on ne la connaît pas. Le désarmement devrait être d'après le professeur Bouthoul le *désarmement sociologique* (3) c'est-à-dire celui qui rétablirait l'équilibre interne des groupements humains, c'est-à-dire

(1) Voir dans « Le Désarmement Général et Complet » par Albert WILLOT. Editions de l'Institut de Sociologie de l'ULB, page 9, la préface de M.A. de Staercke, Ambassadeur de Belgique.

(2) Voir WILLOT, *op. cit.*, p. 21.

(3) Voir « Sauver la guerre », p. 205 et ss.

l'équilibre démographique, économique, psychique, etc.

Telles sont les espèces de désarmement actuellement connues.

L'expérience prouve que le *désarmement imposé* contient en soi les germes d'une guerre de revanche. Quant à l'*Etat mondial*, même s'il était réalisé, il poserait le problème sous une autre forme car il ne s'agirait plus à ce moment d'éviter les guerres entre les états mais d'éviter les *guerres civiles* entre des groupes de citoyens d'un même état.

Enfin le *désarmement sociologique* n'a, jusqu'à présent été abordé que par quelques rares « polémologues » dont les travaux devront être poursuivis avec beaucoup de persévérance et encore pendant longtemps avant de pouvoir en utiliser les résultats.

Il reste le *désarmement-contrat* ou *conventionnel*.

Jusqu'à présent il a été aussi incapable que le désarmement imposé d'empêcher une guerre d'éclater. Pourquoi ? Le professeur Gaston Bouthoul a répondu à cette question. D'abord parce que le rôle que joue l'armement dans le déclenchement d'une guerre est très relatif. Jadis des groupements humains s'exterminaient les uns les autres à coups de pierres et de massues. Les armes que la Russie et les Etats-Unis d'Amérique possèdent aujourd'hui leur permettraient de massacrer toute la population du globe et pourtant ils ne se battent pas mais au contraire ils s'efforcent d'organiser la coexistence pacifique. Supprimer les armes n'est donc pas supprimer la guerre bien au contraire.

Deuxième raison : la guerre comme les principaux phénomènes biologiques et sociaux est un phénomène qui comporte une certaine périodicité, c'est-à-dire qui réapparaît périodiquement. Quand ? Dans l'état actuel de la science il est impossible de répondre à cette question. Seule une étude de longue haleine pourrait faire découvrir la loi à laquelle obéissent les cycles de l'agressivité collective. Une telle étude a déjà été faite pour les cycles et les crises économiques dont on connaît maintenant les causes, le dynamisme et le déroulement. Elle reste à faire pour les cycles des guerres qui éclatent c'est-à-dire du passage de la violence virtuelle matérialisée par les armements à la violence réelle c'est-à-dire à l'utilisation effective de ces armements.

Enfin troisième raison des échecs du désarmement conventionnel : les inégalités de développement des différents états provoquent de perpétuelles ruptures d'équilibre. Leur démographie, leur état social, leur équipement technique, leurs conjonctures politiques et économiques diffèrent. « Il en résulte des heurts entre la psychologie collective des peuples, leurs tonus et leurs impulsions dominantes » (4). Et par ces heurts apparaît dans le groupe social une prédisposition diffuse qui évolue généralement vers une agressivité collective.

Pour toutes ces raisons le désarmement-contrat n'a jamais pu empêcher le déclenchement des guerres.

Le professeur Bouthoul reconnaît cependant que le désarmement (imposé ou conventionnel) a réussi parfois à maintenir la paix pendant une ou deux générations (5).

Dès lors, et provisoirement faute de mieux, ne pourrions-nous découvrir une formule de désarmement qui jusqu'à présent n'a pas encore été essayée ni discutée ? Puisque toutes les formules connues en matière de désarmement ont échoué le risque n'est pas grand d'en essayer une qui est inédite.

*
**

Clarifions d'abord la notion de désarmement pour éviter les malentendus.

Nous savons qu'il existe plusieurs espèces de désarmement. Mais en outre le désarmement peut porter sur des *objets* de nature différente.

En effet, le désarmement peut porter sur :

- a) Les instruments de combat non nucléaires.
- b) Les instruments de combat nucléaires.
- c) Les effectifs.
- d) Le soutien économique et industriel.

Nous écartons d'office de cette étude :

a) Le désarmement nucléaire dont les échecs répétés font douter de la possibilité de le réaliser (6).

(4) « Sauver la guerre », p. 151.

(5) « Sauver la guerre », p. 152.

(6) Voir à ce sujet :

a) « Le désarmement » par le général André Servais, vol.

b) Le désarmement économique et industriel qui ne peut être qu'imposé (cas des démontages des usines allemandes).

Il nous reste le désarmement portant sur :

- a) Les instruments de combat non nucléaires ;
- b) Les effectifs

qui pourrait faire l'objet d'un accord bilatéral ou multilatéral.

Mais un désarmement portant sur des instruments de combat non nucléaires et sur des effectifs est-il possible, alors que les USA ont, au cours, de ces dernières années, développé considérablement leurs forces conventionnelles pour pouvoir appliquer leur stratégie « de la riposte graduée » ? Cela paraît douteux. Par contre les Russes ont unilatéralement réduit leurs forces de 3 millions d'hommes et ont proposé d'aller plus loin (7). Une fois de plus l'URSS et les USA manifestent en matière de désarmement des tendances divergentes ce qui ne doit pas nous surprendre. Malgré les innombrables conférences sur le désarmement, ces deux pays ont peur l'un de l'autre et essayent de se convaincre mutuellement de jeter les armes. Or, jeter les armes revient à assurer la suprématie à la multitude. Le monde occidental tout entier tremblant de peur durant la guerre de Corée, a mis tous ses espoirs dans l'armement nucléaire américain pour assurer sa sécurité (8). Dans ces conditions, il semble qu'on puisse valablement soutenir que le désarmement des deux états chefs de file, c'est-à-dire l'URSS d'une part et les USA d'autre part, n'est rien de plus qu'une illusion entretenue de chaque côté du rideau de fer par une sorte de complicité tacite.

Un fait important doit cependant retenir notre attention : les conférences sur le désarmement ont toujours placé au centre des discussions le désarmement des deux plus grandes puissances militaires. Cette ligne de conduite paraît évidemment de la constatation que la guerre ou la paix dans le monde ne dépend plus désormais que de l'URSS et des USA.

Mais c'est ici qu'une nouvelle approche au problème du désarmement s'annonce : puisque l'expérience prouve qu'il y a très peu de chances de résoudre le problème du désarmement général en commençant par désarmer les « états suzerains » pourquoi ne pas essayer de désarmer d'abord les « états vassaux » ?

Puisque le désarmement nucléaire des « grands » est tenu en échec depuis des années pourquoi ne pas s'attaquer au désarmement conventionnel des « petits » ?

Nous pensons avoir trouvé une formule de désarmement qui mérite au moins d'être essayée puisque toutes les autres ont échoué.

Elle peut schématiquement se décrire comme suit :

1° Il existe actuellement un « équilibre dans la terreur » entre l'URSS et ses alliés d'une part et les USA et ses alliés d'autre part.

2° Si on enlève à chacun des deux blocs une même quantité d'armes « conventionnelles » et un même nombre de soldats l'équilibre ne serait pas rompu.

3° L'expérience prouve que ni l'URSS ni les USA n'accepteraient de désarmer. Il faut donc se tourner vers les alliés des deux états — chefs de file et par des accords bilatéraux ou multilatéraux convenir d'une réduction progressive, parallèle et contrôlée des effectifs et de la destruction des armes organiques correspondantes.

4° Les différentes étapes de ce désarmement contractuel serait contrôlé par un comité d'experts nommés par les états signataires de l'accord.

5° Au départ le désarmement se porterait que sur les armes conventionnelles des armées de terre c'est-à-dire celles qui sont pratiquement devenues inutiles (9).

XIII, n° 1, Chronique de politique étrangère de l'IRRI, Bruxelles, 1960.

b) Document 246 de l'Assemblée de l'UEO — 8^e session — « Désarmement ». Rapport présenté au nom de la commission des questions de Défense et des Armements, par M. Goodhart.

(7) Voir « La position française » en matière de désarmement, par Jules MOCH dans « Chronique de politique étrangère », vol. XIV, n° 4, IRRI, juillet 1961.

(8) Léo HAMON écrit dans « La Défense Nationale » (Presses Universitaires de France), p. 610: « L'épouvante de la guerre nucléaire n'est-elle pas après tout, ce qui empêche la guerre? Enfin l'arme thermo-nucléaire n'est-elle pas l'arme de l'Etat évolué, qui n'a pour lui ni la masse des populations permettant des effectifs illimités, ni la richesse permettant la possession de séries infinies de matériel classique ? »

(9) Jules MOCH écrivait déjà en 1961 (voir *op. cit.*, p. 501 et ss.): « ... l'importance des armements conventionnels (cannons, chars, avions, flottes de surface, etc.) et des effectifs considérables les mettant en œuvre ne cesse de décroître au profit des armements des destructions de masse nécessitant des armées d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers mais seulement une poignée d'hommes pour les servir, chaque engin nouveau possédant à lui seul une puissance de destruction très supérieure à toutes celles que fournissent ensemble toutes les armes conventionnelles de notre globe en de nom-

6° En cas de réussite le plan pourrait progressivement être étendu aux Forces navales et aériennes et de proche en proche à tous les pays de l'OTAN et du pacte de Varsovie, l'URSS et les USA exceptés.

*
**

Ces idées pourraient trouver une application pratique dans la conclusion d'un accord entre le Benelux d'une part et la Pologne d'autre part. C'est en effet de Pologne qu'a été lancée en 1957 une proposition (Plan Rapacki) qui, quoique militairement inacceptable, témoignait du désir de ce pays de trouver une formule nouvelle pour améliorer le climat international en créant en Europe Centrale une zone « dénucléarisée ». Ce pays semble donc être réceptif aux idées pouvant conduire à une détente internationale.

En ce qui concerne le Benelux (artificiellement considéré ici comme une entité politique pour pouvoir faire équilibre à la Pologne) il paraît superflu de prouver son désir de trouver un moyen de conjurer le danger d'une troisième guerre mondiale.

Mais au désir de paix du Benelux d'une part et de la Pologne d'autre part il convient d'ajouter les arguments suivants :

a) Tous les deux savent que leur influence sur la guerre ou la paix est quasi nulle.

b) Qu'en cas de guerre leurs armées (et principalement leurs armées de terre) seraient exposées à des moyens de destruction d'une puissance illimitée contre lesquels ils ne disposent eux-même d'aucun moyen de représaille mais au contraire sont tributaires en cette matière de l'Allié-Chef de file. Il est même à craindre (dans une guerre d'extermination rien n'est impossible) que les grands chefs de file de chacun des deux blocs antagonistes, par une espèce de complicité tacite, n'utilisent leurs armes nucléaires que contre leurs alliés respectifs tout en cherchant à se ménager mutuellement.

c) Que l'entretien par les « pays-vassaux » de forces armées constitue une inutile entrave à leur développement économique et social. Il paraît certes raisonnable de sacrifier à l'organisation de la sécurité collective les crédits et les hommes nécessaires mais uniquement à condition qu'on puisse de cette manière éviter des sacrifices plus

grands. En réalité les armées des petits alliés ne sont plus, d'un côté comme de l'autre du rideau de fer que des participations symboliques à l'organisation de la défense des deux blocs. Malheureusement l'entretien de ces armées est ruineux. Le coût de leur mise en condition n'est plus en rapport avec la protection qu'elles peuvent assurer aux citoyens qui paient des impôts de plus en plus lourds. Mais de ce mal pourrait peut être sortir le bien.

En effet, si le désir d'empêcher la guerre d'éclater n'a jamais été assez puissant pour entraîner un désarmement, on peut se demander si en faisant appel à l'intérêt on n'aurait pas plus de chances de réussir ? En mettant l'accent sur l'inutilité des armements conventionnels des petits pays du moment où les deux grands sont seuls capables de décider de la guerre ou de la paix, sur le coût élevé de ces armements qui est hors de proportion avec la protection qu'ils assurent à ceux qui les paient et, enfin, sur la prospérité qui pourrait résulter d'un désarmement conventionnel, l'espoir existe d'aboutir au moins à créer un climat international moins tendu et plus propice à la négociation. *La prospérité par le désarmement des « pays-vassaux »* est un slogan qui mérite d'être diffusé et entendu des deux côtés du rideau de fer.

Le budget de la Défense polonaise s'élève à 22 milliards de Zlotys et celui du Benelux à 63 milliards de francs belges. Si ces sommes astronomiques pouvaient être utilisées au bénéfice du développement économique et social des pays intéressés ils connaîtraient une prospérité sans précédent. L'attrait économique du désarmement au moment précis où les armes conventionnelles perdent la plus grande partie de leur utilité (10) dans une vraie guerre pourrait constituer une idée-

breuses années d'emploi. Ainsi, le désarmement conventionnel jadis principalement étudié, devient de mois en mois moins important, face au péril nucléaire et à quelques autres analogues. Les Russes l'ont compris mieux que quiconque... n'ont pas hésité à réduire unilatéralement en trois fois, de plus de trois millions d'hommes leurs effectifs, ainsi que les armements conventionnels correspondants, tout en proposant d'aller beaucoup plus loin dans cette voie.

Voir aussi le journal *Le Soir* du 27 août 1965 : « L'engin spatial américain facilitera-t-il la paix ? Il pourrait en tout cas rendre périmeés les autres types d'armement ».

(10) Le Président Johnson vient de reconnaître que le prochain satellite sera un laboratoire chargé d'étudier l'exploitation militaire de l'espace.

force particulièrement agissante et sur laquelle il convient d'appuyer.

On pourrait objecter que ni l'URSS ni les USA :

a) N'admettraient que leurs alliés « retirent leur épingle du jeu » en licenciant leurs armées de terre. Au contraire, aussi bien les Russes que les Américains souhaitent que dès les premières minutes d'un conflit leurs alliés soient totalement engagés à leurs côtés et pour cela ils exigent que leurs troupes soient dès le temps de paix présentes sur le rideau de fer.

b) Ne considèrent que les forces conventionnelles jouent en Europe un rôle négligeable. En effet s'il n'y avait pas de forces conventionnelles les soviétiques par exemple pourraient « grignoter » la position occidentale et il n'y aurait plus que l'alternative de se laisser « grignoter » ou bien d'utiliser des armes nucléaires qui déclencherait inmanquablement une guerre apocalyptique hors de proportion avec l'enjeu.

La première objection ne manque pas de pertinence. On comprend que les Etats-chefs de file veuillent compromettre, veuillent lier leurs alliés. En exigeant que des troupes de leurs alliés soient présentes sur le terrain à côté des leurs, l'URSS aussi bien que les USA empêchent leurs « états-vassaux » de rester neutres en cas de conflit. Mais on comprend également que les petits pays, qui ont toujours été entraînés malgré eux dans des guerres issues de querelles auxquelles ils étaient étrangers, ne désirent plus entretenir des armées qui, en cas de conflit, pèseraient peu dans la balance et qui, en temps de paix, entravent inutilement leur développement économique et social. Que signifient en effet les corps d'armées éparpillés le long du rideau de fer alors que chaque jour l'un ou l'autre camp place sur orbite un satellite artificiel bientôt chargé de bombes « H » qu'on peut à volonté abattre sur tel objectif choisi, à l'instant voulu ? (11) Et cette question nous amène à la seconde objection.

Certains imaginent qu'en Europe la guerre pourrait commencer par des opérations très localisées le long du rideau de fer. Puis, on assisterait à une « escalade » : de l'engagement du bataillon on passerait à celui d'une brigade, puis d'une division, d'un corps d'armée, d'une armée, de plusieurs armées. Pendant tout ce temps on pourrait réfléchir mais de toutes manières on « éviterait » d'utiliser

les bombes A ou H. D'où on tire la conclusion que les armements conventionnels sont indispensables.

Peut-on encore sérieusement soutenir ce point de vue ? Pourrait-on concevoir qu'un des deux adversaires, sur le point d'être battu par des armées conventionnelles ennemies renonce de son plein gré à utiliser ses armes nucléaires et accepte la défaite ? Peut-on imaginer que les armées américaines en Allemagne, dont l'artillerie est au moins aux quatre cinquièmes atomique se laissent battre plutôt que d'écraser leurs adversaires à coup de bombes nucléaires ?

Ce point de vue ne paraît plus soutenable. Remarquons qu'il trouve des défenseurs chez les militaires de petits pays qui, inconsciemment peut-être, craignent de voir leur carrière tourner court exactement comme en 1939 certains d'entre eux étaient ennemis de la motorisation de l'armée et vantaient les mérites incomparables des chevaux dans les conflits modernes !

Mais ici surgit une nouvelle objection : la guerre nucléaire est tellement catastrophique qu'elle est devenue impossible. Chacun sait parfaitement que si une troisième guerre mondiale éclatait il n'y aurait ni vainqueur ni vaincu : ce serait un suicide collectif. D'ailleurs pendant la guerre 1939-1945 les deux adversaires ont, par un accord tacite, renoncé à employer les gaz asphyxiants. Donc il ne faut plus craindre que des engagements locaux qui seront réglés avec des armes conventionnelles.

La réponse à cette objection est facile.

D'abord pour ce qui concerne les gaz il convient de se souvenir qu'en 1939 les populations civiles et les militaires disposaient de masques antigaz ce qui enlevait l'espoir d'obtenir des résultats définitifs, stratégiques. Les masques et l'abri constituaient des parades suffisamment efficaces pour rendre l'emploi des gaz hasardeux.

Au contraire, contre les armes nucléaires, il n'y a pas de parade actuellement connue. Soutenir que les adversaires, devant l'horreur d'une guerre nucléaire, renonceraient à utiliser les armes qu'ils

(11) Voir HAMON, *op. cit.*, p. 613: « Le fait technique est le lancement, par l'Union Soviétique de la fusée intercontinentale et des satellites artificiels... le problème de la destruction massive à distance est désormais résolu ».

ont accumulées, constitue une grave et dangereuse illusion.

Déclarer que la guerre est impossible parce qu'elle conduirait au suicide collectif revient à poser en principe que la guerre est un phénomène parfaitement conscient et qui dépend totalement de la volonté humaine.

Depuis les travaux du professeur Gaston Bouthoul (12) nous savons qu'il n'en est pas ainsi.

En réalité, chaque fois qu'une nouvelle arme est inventée, elle provoque un étonnement scandalisé mêlé d'une peur superstitieuse. Faut-il rappeler que le Pape interdisait jadis l'usage de l'arbalète dont les carreaux perçaient les armures des chevaliers ? Il en fut de même dès l'apparition de l'avion. Devant le danger nouveau qu'il représentait, on se dépêcha de conclure des conventions (toujours théoriquement en vigueur) interdisant les bombardements des villes par « aéronefs » !

La guerre nucléaire, la guerre chimique ou la guerre bactériologique ne sont pas plus impossibles que toutes les autres guerres que l'Histoire a enregistrées jusqu'à ce jour.

*
**

La théorie de la guerre impossible constitue cependant une illusion qui forme, consciemment ou inconsciemment, la toile de fonds de l'action gouvernementale de certains pays.

Faisant partie d'une alliance, les états qui en sont membres s'efforcent de réduire au maximum leur contribution à la défense collective. S'ils entretiennent des forces armées, c'est avec l'arrière-pensée qu'elles ne feront jamais la guerre. Il en résulte que ces forces sont parfois sous-équipées et sous-entraînées. Les dépenses militaires sont souvent considérées comme un honteux gaspillage et par conséquent on s'efforce de les réduire le plus possible. Le service militaire général et obligatoire est accepté par les jeunes gens de plus en plus difficilement. La fonction militaire elle-même est, en général, déconsidérée. Certains petits pays se prétendent encore souverain alors qu'ils ne le sont plus depuis longtemps (13). Ils entretiennent des Forces Armées alors qu'ils pensent que la guerre est devenue impossible. Ils mobilisent leurs jeunes gens et les préparent fort mal

d'ailleurs à un combat qui dans l'esprit des gouvernements n'aura jamais lieu.

De l'absurdité d'une telle situation peut sortir le remède.

*
**

Les trois pays du Benelux ont ensemble :

- a) Une population de 22 millions d'habitants.
- b) Des forces armées de terre : 171.000 hommes.
- c) Un budget de défense de : 63 milliards de F.B.
- d) 1.200 chars de combat.

La Pologne a :

- a) Une population de 31 millions d'habitants.
- b) Des forces armées de terre de : 215.000 hommes.
- c) Un budget de défense de 22,5 milliards de Zlotys.
- d) 3.000 chars de combat.

Le budget polonais peut être estimé à environ 50 milliards de francs belges en prenant le taux de change consenti généralement aux touristes (14).

Les forces de terre du Benelux et celles de Pologne paraissent comparables. Si l'armée de terre polonaise compte 44.000 hommes de plus que celle du Benelux, ce dernier groupe de pays, par contre, semble consacrer plus de crédits à sa défense.

Si les armées de terre du Benelux d'une part et de la Pologne d'autre part pouvaient être réduites de 70 %, l'équilibre des forces en présence ne serait pas modifié mais pourrait être constitué l'amorce d'un mouvement de désarmement généralisé. Le climat international pourrait s'en trouver profondément transformé pour plusieurs raisons :

- a) Les économies considérables résultant d'un

(12) Voir « Les guerres », « Sauver la guerre », « La Surpopulation », etc.

(13) Voir les travaux de l'IRRI sur les « Conséquences d'ordre interne de la participation de la Belgique et des organisations internationales ».

(14) Le taux de change du Zloty varie d'après les banques, de 12,5 F à 0,5 F. Le cours pour touristes est d'environ 2,1 FB.

tel désarmement permettraient de relever le niveau social et économique des pays intéressés d'abord, de la communauté internationale ensuite.

b) Le développement sensationnel de la communication sociale permettrait par la radio, le cinéma et la télévision de faire connaître au monde entier les bienfaits de ce désarmement limité. De cette manière d'autres « états-vassaux » pourraient à leur tour conclure des accords de désarmements pour arriver en fin de compte à libérer le monde de la peur qui bien souvent n'est qu'un prélude aux explosions belliqueuses.

Dès lors, le plan suivant paraît pouvoir être suggéré :

1. Signature entre les pays membres du Benelux d'une part et la Pologne d'autre part d'un accord portant *uniquement* sur la réduction des forces de terre du Benelux et de celles de Pologne à 30 % de leur composition actuelle c'est-à-dire que les armées de terre du Benelux passeraient en l'espace d'un an de 171.000 hommes à 52.000 hommes et celles de Pologne de 215.000 hommes à 68.000 hommes.

2. Les réductions d'effectifs se feraient par *unités entières constituées* et en quatre étapes portant la première sur 10 % et les trois étapes suivantes sur 20 % de l'effectif total ce qui donne le tableau suivant :

	Benelux	Pologne
Effectifs des Armées de Terre	171.000	215.000
1 ^{re} étape : licencié 10 %	17.000	21.000
2 ^e étape : licencié 20 %	34.000	42.000
3 ^e étape : licencié 20 %	34.000	42.000
4 ^e étape : licencié 20 %	34.000	42.000
Total des effectifs licenciés	119.000	147.000
Total des effectifs restants	52.000	68.000

Restent en gros pour : la Belgique : 25.000 hommes ; les Pays-Bas : 25.000 hommes ; le Luxembourg : 2.000 hommes.

3. L'armement et les équipements organiques de chaque unité licenciée seront détruits.

4. La durée de chacune des phases sera au maximum d'un trimestre.

5. Les Etats-Majors, les écoles militaires et les cadres seront dissous à 70 % au moins.

8. Les véhicules de transport ne seront pas détruits mais pourront être réutilisés par les pays intéressés.

7. Le matériel de guerre et les équipements des armées de terre stockés dans les dépôts seront détruits à 70 %.

8. Les budgets militaires devront être au moins réduits de moitié avant la fin de la quatrième étape du désarmement.

9. Le service militaire obligatoire sera aboli.

10. Si le désarmement des armées de terre se réalise comme prévu, conclusion d'un nouvel accord pour le désarmement des forces navales et aériennes (15).

11. Un comité d'experts composé à 10 % de Polonais, 10 % de Bénéluxiens, 40 % de Suédois et 40 % de Suisses contrôlera :

a) Le licenciement des effectifs.

b) La destruction effective des armements de guerre et des équipements.

c) La réduction effective des budgets militaires.

*
**

Les avantages de ce plan pour la Belgique sont multiples :

1. L'évolution de la mentalité de la population belge est telle que la charge d'une armée est de plus en plus considérée comme inacceptable. Il en résulte que les budgets militaires sont depuis plusieurs années sous-évalués. La durée extrêmement réduite du service militaire ne permet pas de préparer nos soldats au dur combat moderne. Malgré cela, ce service militaire paraît encore insupportable à une grande partie de la jeunesse belge. Il en résulte que l'armée de terre belge n'a plus ni les moyens ni la formation indispensables pour pouvoir dans le cas d'une troisième guerre mondiale, être engagée dans une véritable bataille. Normalement le budget de la Défense nationale devrait dépasser largement les 40 milliards de francs pour être rentable au point de vue de la défense (16). Politiquement une telle dépense ne peut être envisagée. *Il faut en conclure que la Bel-*

(15) Ceci constitue une application de la méthode graduelle préconisée par Amitai Etzioni « Les Chemins de la Paix ».

(16) Rappelons qu'en 1952 (guerre de Corée) nos crédits militaires dépassaient déjà les 40 milliards de francs grâce à l'aide alliée.

gique n'est plus en mesure de remplir les obligations qu'elle a souscrites envers l'OTAN et que notre force de terre (la plus nombreuse, la plus coûteuse et la plus exposée de nos trois forces) doit être la première à être réduite dans une très large proportion.

2. Le service militaire pourrait être supprimé (ce qui a été un point important du dernier programme électoral de deux de nos trois partis nationaux).

3. Les avantages économiques, financiers et sociaux sont évidents : ils conduisent à une prospérité certaine.

4. En proposant une nouvelle formule de désarmement, la Belgique prendrait une initiative susceptible de créer un climat international plus favorable à la négociation qu'à la guerre froide dont on ne sait encore exactement si elle constitue déjà une nouvelle forme de la guerre ou le prélude d'une troisième guerre mondiale.

5. Si le plan du désarmement Benelux-Pologne était accepté et réalisé, son succès serait tel que des deux côtés du rideau de fer d'autres pays ne manqueraient pas de suivre l'exemple, ce qui, de proche en proche, conduirait au désarmement conventionnel de tous les pays alliés de l'URSS et des USA. Les deux états suzerains pourraient alors reprendre leurs discussions sur le désarmement dans un climat plus détendu.

6. Mais si ce plan de désarmement n'était pas accepté, la Belgique n'en recueillerait pas moins le bénéfice d'une initiative dont l'intérêt est évident et qui renforcerait notre position pour obtenir de nos partenaires une réduction de nos obligations militaires internationales. Il paraît en effet

indispensable d'assurer au plus tôt une correspondance entre la mission assignée à notre armée de terre et les moyens qui lui sont accordés pour remplir cette mission. Si cette correspondance n'était pas réalisée l'armée ne serait jamais en mesure d'accomplir sa mission et les sommes astronomiques qu'au cours des années le pays a investies dans l'organisation de sa sécurité constitueraient un inutile et scandaleux gaspillage. En outre et ceci est bien plus grave encore, nul ne saurait prédire quel serait le sort d'une telle armée jetée dans la fournaise d'une troisième guerre mondiale.

*
**

Enfin ce plan de désarmement limité présente-t-il des désavantages ? A première vue, pas pour la Belgique. Par contre, il est bien évident que les deux Etats suzerains n'admettront pas facilement le désengagement de leurs alliés. Mais c'est ici que les gouvernants des petits pays doivent faire preuve de talent et de courage. Ils doivent faire comprendre à leurs grands alliés qu'à l'époque où les conflits se règlent à coups de bombes thermonucléaires les petits pays, qui n'en possèdent pas, ne peuvent plus ni se ruiner ni exposer leurs concitoyens à une destruction certaine en entretenant des troupes qui seraient entraînées dans un conflit éclatant à cause d'un désaccord uniquement entre l'URSS et les USA. La révolution technique et stratégique a laissé en présence des Etats-suzerains entourés chacun de ses Etats-vassaux : qui oserait reprocher à ces derniers de tenter tout ce qui est en leur pouvoir pour faire reculer la guerre froide en rétablissant la confiance internationale ?

